



Iran: les enseignant.es amplifient leurs luttes

En Iran, la population subit une dégradation brutale du niveau de vie, une aggravation des inégalités sociales, un durcissement de la répression policière et judiciaire. Mais des mobilisations importantes ont lieu concernant diverses catégories de salarié·es et de retraité·es.

Les enseignant·es ont marqué le paysage social du pays par une vague de mobilisations massives. Selon le Conseil de coordination des associations syndicales des enseignant·es d'Iran (CASEI), une série d'actions à l'échelle nationale a été menée les 10, 11, 12 et 23 décembre 2021. Elles ont été suivies d'autres mobilisations, encore plus massives. Deux journées de sit-in - 11 000 sit in dans 213 villes - ont notamment eu lieu dans les établissements scolaires les 20 et 30 janvier. Une journée de manifestation dans les rues, ou devant les administrations du ministère de l'Éducation nationale a marqué le 31 janvier.

Malgré les menaces brandies et la pression exercée par les autorités, les manifestant·es scandaient des slogans exprimant leurs revendications portant, entre autres, sur l'augmentation des salaires et des pensions de retraites.

A Chiraz, des milliers de manifestant.es exigeaient même la démission du ministre de l'Éducation nationale. A Kerman, sur une banderole était écrit : « Les mollahs ne doivent pas entrer dans les écoles. », pour s'opposer au projet du régime islamique de mandater encore davantage de membres du clergé dans les établissements scolaires.

A Saghez, au Kurdistan, les manifestant.es réclamaient l'enseignement en langue maternelle à l'école. L'Iran est un pays multiethnique, mais le régime islamique, à l'instar du régime monarchique précédant, ne reconnaît que la langue persane comme langue officielle et interdit l'enseignement de la langue maternelle à l'école. Récemment Zahra Mohammadi, une enseignante kurde a été condamnée à 5 ans de prison pour « constitution de groupes contre la sécurité du pays », son crime étant d'avoir enseigné en langue maternelle.

Autre fait marquant, la participation des enseignant.es retraité.es aux manifestations, avec d'un côté le mot d'ordre « Actifs, Retraités, Union, Union » brandi dans les cortèges; et de l'autre, le soutien exprimé par les parents d'élèves.

Les forces de Sécurité du régime ont procédé à des arrestations parmi les manifestant.es. Dans une liste, non exhaustive figurent: Sha'ban Mohammadi, Mohammad-Ali Zahmatkesh, Asghar Amirzadegan, Ghahreman Hatami, Ahmad Heydari, Davoudi, Ahmadi. Par ailleurs, Dja'afar Ebrahimi, membre du comité de direction de la CASEI a été condamné à quatre ans et demi de prison et sa peine vient d'être confirmée.

La CASEI, dans une résolution publiée le 31 janvier à l'occasion de ces journées d'action, exprime sa vive protestation contre l'éducation inégalitaire, la privatisation de l'éducation, la dégradation de l'enseignement public, et la chute du niveau de vie des enseignant.es et d'autres catégories de travailleurs-euses ; ainsi que son opposition au budget d'austérité présenté par le gouvernement au parlement.

Elle y rappelle ses revendications :

- augmentation des salaires et des pensions de retraite,
- fin de la privatisation de l'éducation,

- éducation gratuite de qualité,
- augmentation des salaires des personnels de services dans les écoles,
- arrêt du pillage de la caisse d'épargne des enseignants, - garantie de sécurité de l'emploi dans l'éducation nationale,
- arrêt des poursuites judiciaires à l'encontre des enseignants,
- libération des emprisonnés.

Elle réitère sa ferme volonté de ne pas capituler face à la répression et de continuer à se battre pour ses revendications.

Les militantes et militants syndicaux en Iran ont besoin du soutien international pour affronter la répression qui les menace brutalement.

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Confédération générale du travail (CGT)

Fédération syndicale unitaire (FSU)

Union syndicale Solidaires

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA)

Paris, le 24 février 2022